

Une nouvelle loi pour la transition sociale et écologique Rédacteur : Mathieu Castaings, PDG de FINACOOP

Après une loi de reconnaissance de l'ESS en 2014 et quelques ajustements progressifs, l'heure est venue de coconstruire avec les citoyens une loi de grande ambition pour le changement d'échelle de la transition sociale et environnementale :

ESS-ESUS

- **Renforcer les critères ESS-ESUS** pour éviter les dérives et aller chercher + d'avantages : limitation des plus-values, sécurisation des réserves impartageables et du boni de liquidation, gouvernance réellement démocratique, transparence obligatoire
- Remplacer ESS-ESUS par « **Entreprises à impact social et écologique** » :
Objectif : renforcer l'attractivité pour augmenter le nombre d'entreprises engagées, inclure l'impact (mesurable et transparente) et l'écologie pour renforcer sa place. Garder une ESS la + inclusive possible avec des engagements les + forts possibles, et des avantages proportionnés aux engagements
- **Attirer et professionnaliser des RH** : Attirer toujours plus d'entrepreneurs qui manquent cruellement (ex : meilleure rémunération pour les dirigeants d'associations ESUS actuellement limitée à ¾ du SMIC => aller vers le SMIC à minima pour reconnaître le fait entrepreneurial associatif, sortir de la précarisation, éviter les organes dirigeants de complaisance, et d'aller vers d'autres statuts type SAS ; assurance-chômage pour les ESUS), plan massif de formation à l'ESS initiale et continue pour que chacun·e soit sensibilisé·e à l'ESS dans la formation et créer des emplois sociaux et verts

Financement

- Créer des **fonds d'investissement solidaire public-privé** patients pour sortir de la logique court-terme dans des secteurs qui ont besoin de long-terme (ex : immobilier, agriculture, numérique)
- Prévoir un **plan massif de réorientation de la finance** (finance publique, finance participative, à impact, responsable, durable, verte, décentralisée, fintech) vers les EESS / entreprises à impact
- Lancer un plan global pour **renforcer l'Etat fiscal** (embauche de contrôleurs fiscaux, accélération de toute forme de prélèvement à la source, renforcement des moyens de la justice et de la police judiciaire, plus grande proportionnalité, ménager des niches fiscales qui ne sont pas d'intérêt général, faire sauter le verrou de Bercy, envisager taxe sur les transactions financières «(« Taxe TOBIN » même si pour moi il faut éviter d'élever le niveau global des impôts) pour financer l'ESS) => *je parle de ça car Bercy et les parlementaires nous opposent souvent le fait de ne pas pouvoir financer nos mesures*
- Conditionner l'ensemble des **avantages juridiques, fiscaux et sociaux** à des clauses sociales et écologiques
- Conditionner l'ensemble des **fonds publics** (marchés publics, subventions, start-up d'Etat, aides au développement, BPI, CDC, ...) à des clauses sociales et environnementales
- Prévoir un plan massif de **réorientation de l'immobilier** vers l'accession à la propriété, l'immobilier écologique et collectif, et l'encadrement des loyers